

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES,
le 20/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



PMC ISOCHEM

32 RUE LAVOISIER
91710 VERT LE PETIT

Code AIOT : 0006505094
n°Hélios : 58457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 VERT LE PETIT. L'inspection a été annoncée le 25/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOICHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 VERT LE PETIT
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PMC Isochem exploite sur la commune de Vert-le-Petit des installations permettant la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le site. Les fabrications se font en 5x8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Retour sur l'inspection de l'année précédente
- SGS, partie sous traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de modernisation - Epaisseurs cuves	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan de modernisation - tuyauterie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	SGS - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	SGS - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	SGS - Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de modernisation - plan d'inspection tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
4	PGS _ VLE 2020	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7c	/	Sans objet
5	PGS _ Activité de vernis	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	/	Sans objet
7	Rapport BARPI suite fuite phosgène novembre 2020	Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2	/	Sans objet
8	Causes et améliorations techniques et organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2	/	Sans objet
9	Bouchage bouteilles phosgène	Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2	/	Sans objet
10	Modification de ligne	Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 1_ Titre 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis, dans un premier temps, de faire un point sur les non conformités relevées lors de la précédente inspection. Des précisions sont attendues sur le plan de modernisation notamment sur les canalisations de phosgène et d'ammoniac. Une attention particulière devra être portée sur le suivi des non conformités relatives au contrôle du risque foudre.

A noter que suite à la fuite de phosgène de novembre 2020, l'exploitant a engagé des actions afin de diminuer ce risque.

Le système de gestion de la sécurité (SGS) a été abordé dans un deuxième temps, le volet sous traitance particulièrement. Des axes d'amélioration sont à apporter concernant la prise en compte des MMR par les sociétés sous-traitantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de modernisation - Epaisseurs cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Epaisseurs cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur minimale ou la perte d'épaisseur maximale nécessitant un remplacement / réparation n'est pas précisée dans les documents de suivi, l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020 modifié n'est pas respecté. (NC 1.1)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le contrôle des cuves C201, C3A et C3B réalisé par l'APAVE le 10 juillet 2020. Ce contrôle sera réalisé tous les 5 ans par un organisme extérieur. Parallèlement, l'exploitant réalise un contrôle annuel des cuves en interne. Les épaisseurs mesurées des 3 cuves lors du contrôle de l'APAVE est de 11 mm.
Pour autant, l'exploitant ne répond pas aux exigences de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020. L'exploitant est tenu de définir un critère de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement de ces cuves.
A noter que le contrôle APAVE indique sur les fiches de contrôle que le seuil critique est évalué à 30 % de la valeur initiale.
La non conformité NC 1.1 émise lors du contrôle de septembre 2020 est maintenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de modernisation - tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauterie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant indique que le descriptif de la ligne est en cours de réalisation, l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié prescrivant la réalisation de l'état initial avant le 31/12/12 n'est pas respectée. (NC 3.1 du 11/01/21)
Constats : L'exploitant a transmis son plan de modernisation qui prend en compte les tuyauteries de Phosgène et HCl gaz / Ammoniac. Ce plan répond de manière générale aux attentes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Pour autant, il est attendu que l'exploitant centralise ces informations dans une fiche descriptive de l'état initial des 2 canalisations. L'exploitant devra justifier comment l'épaisseur minimale de la canalisation de phosgène de 1,1 mm a été définie. Enfin, aucune épaisseur minimale de la canalisation ammoniac n'est définie dans le plan de modernisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de modernisation - plan d'inspection tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, plan d'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si les tuyauteries sont suivies selon un planning défini, le plan d'inspection reste à formaliser, l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié prescrivant l'élaboration du programme d'inspection avant le 31/12/2013 n'est pas respectée (NC 3.2)
Constats : L'exploitant déclare que les deux tuyauteries (phosgène et HCl) sont testées par un bureau de contrôle tous les 3 ans en effectuant un test sous pression hydraulique. Il présente le certificat de ce test rédigé par la société extérieure en charge du contrôle. En interne, un contrôle de l'épaisseur des tuyauteries est réalisé. Ces différents contrôles sont inscrits dans le système de GMAO et une procédure de vérification a été rédigée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PGS _ VLE 2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7c
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obs 1.1 : L'article 27.7c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prévoit une valeur limite d'émission pour les substances de mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F de 2 mg/m ³ dès lors que le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h ce qui est le cas ici. La conformité de cette VLE sera contrôlée par l'inspection au regard des mesures 2020.
Constats : L'exploitant a transmis le Plan de Gestion de Solvants (PGS) pour l'année 2020. Seul le N,N-Diméthylacétamide (DMAC / phrase de risque H360) est concerné par l'article 27.7c de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. L'exploitant n'utilise pas de solvants de phrase de risque H340, H350, H350i. Les résultats du PGS 2020 confirme que la valeur limite d'émission est respectée pour ce solvant (moyenne annuelle 0,03 mg/Nm ³ soit un flux de 0,0009 kg/h). L'observation peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PGS _ Activité de vernis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, PGS - Emission de solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obs 1.2 : Il conviendra que l'exploitant précise dans le PGS 2020 que les activités vernis sont intégrées, comme cela est fait dans le schéma de maîtrise des risques (SME)
Constats : Dans le PGS 2020 transmis, les vernis sont bien pris en compte. L'observation peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La levée de l'ensemble des écarts devrait être formalisée lors du prochain contrôle de l'APAVE. Il conviendra que l'exploitant informe l'inspection quand il aura reçu le rapport associé à ce prochain contrôle (Obs 1.3)
Constats : L'exploitant transmet le dernier rapport de vérification visuelle des installations relative à la foudre en date du 1er juin 2022 et rédigé par le bureau d'études APAVE. (Rapport n° 22 601 EVY 02514 00 R EVVF) Ce rapport fait état de 12 non conformités. Il n'est pas précisé dans le rapport si ces non-conformités sont nouvelles. L'exploitant indique qu'un tableau des non-conformités est tenu au niveau du service de maintenance. Les non-conformités ne sont pas priorisées en fonction du risque. Ces dernières sont traitées dans leur ensemble. L'exploitant transmet le bon de commande (réf : AENT 0080259 1) adressé à la société alsacienne des paratonnerres en date du 4 janvier 2023 pour la levée des non conformités. L'exploitant devra transmettre le planning de reprise de ces écarts. Il est attendu une priorisation pour résorber dans les meilleurs délais, notamment pour les non conformités impactant des mesures de maîtrises des risques (MMR) ou des bâtiments abritant des MMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rapport BARPI suite fuite phosgène novembre 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport BARPI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rapport BARPI reste à rédiger par l'exploitant. (Obs 2.1)
Constats : La fiche d'accident est présente sur le site aria.developpement-durable.gouv.fr sous le numéro 56413 en date du 22/11/20.
L'observation émise lors de la visite du 11/01/21 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Causes et améliorations techniques et organisationnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant poursuivra le travail de réflexion relatif aux causes et aux améliorations techniques et/ou organisationnelles à mettre en place suite à l'accident du 22 novembre 2020 (obs. 2.2)
Constats : L'exploitant indique que la mise en place d'un centreur au niveau de l'entrée de la canalisation pouvait être la cause de bouchage. En effet, la dégradation de ce centreur entraîne la présence de débris dans la canalisation provoquant alors des bouchages. Suite au démontage de ces canalisations, la présence de solides spongieux type salpêtre ont été trouvés à l'intérieur des canalisations. Une procédure a donc été mise en place afin de réaliser un démontage et nettoyage de ces canalisations une fois par an afin d'éviter la présence de ces débris. Parallèlement, l'exploitant a créé une autre procédure au cas de bouchage et une revue des opérations est réalisée à chaque bouchage. L'exploitant déclare que depuis la mise en place du nettoyage des canalisations, peu de bouchage sont constatés. Concernant l'exposition des opérateurs, une optimisation de la ventilation et des formations ont été réalisées. Enfin, un nouveau détecteur de phosgène a été mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bouchage bouteilles phosgène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 5 _ Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, analyse des causes bouchage bouteilles phosgène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Parmi les améliorations à prévoir suite à l'accident du 22 novembre 2020, il conviendrait de mettre en place un suivi formalisé incluant une analyse des causes pour les éventuels prochains bouchages (obs 2.3)
Constats : Voir point précédent "Causes et améliorations techniques et organisationnelles".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Modification de ligne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2001, article art 1_ Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, modification de ligne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La modification réalisée pour éviter que des morceaux de joints ne se retrouvent pas dans les tuyauteries doit être suivie afin de vérifier que la modification de diamètre en sortie de flexible n'entraîne pas d'autres problématiques plus importantes. En particulier, ces autres problématiques éventuelles doivent être identifiées avant toute nouvelle modification en ligne (notamment la phase de test pour le dispositif anti-retour actif) (Obs 2.4)
Constats : Voir le point "Causes et améliorations techniques et organisationnelles".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Encadrement des activités sous-traitées et des sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs</p> <p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS) qui traite des différentes thématiques prévues par l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014. Plusieurs procédures générales et opérationnelles sont déclinées.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté notamment les procédures VLP-186 « intervention d'entreprises extérieures » et VLP-187 « plan de prévention » du manuel SGS. Ces procédures prévoient notamment (i) les niveaux de qualifications attendues de la part des sous-traitants, (ii) la déclaration préalable de sous-traitance en cascade, ou encore (iii) une inspection préalable avant la mise en place d'un plan de prévention avec une entreprise extérieure.</p> <p>L'inspection constate qu'une intervention sur une mesure de maîtrise des risques (MMR) est identifiée principalement dans le plan de prévention. Cependant, compte tenu des enjeux relatifs à la prévention des accidents majeurs, il est attendu un plus haut niveau d'exigence lorsqu'une activité sous-traitée impacte une MMR (e.g. sensibilisation à la démarche de progrès continu et à la prévention des accidents majeurs, niveau de qualification/formation renforcé, contrôle renforcée, etc.) tout au long du processus, de l'élaboration à la préparation jusqu'à la réalisation de l'activité.</p> <p>Globalement, la déclinaison opérationnelle des attendues relatives aux interventions des sous-traitants sur les tâches critiques, du point de vue de la sécurité, n'apparaissent pas suffisamment explicites et donc robustes.</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en place une déclinaison générale et opérationnelle, plus complète et robuste, de l'ensemble des exigences attendues dans le SGS lorsqu'une activité sous-traitée impacte une MMR (e.g. renforcement de la procédure relative à l'encadrement des activités critiques sous-traitées et des déclinaisons associées).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : SGS - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Évaluation de la politique de sous-traitance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de procédures relatives à la gestion des intervenants extérieurs, et qu'il est réalisé annuellement un bilan du SGS. Cependant, bien que la maintenance de plusieurs MMR et/ou barrières de sécurité soient sous-traitées, la dimension sous-traitance n'est pas suffisamment abordée dans ces bilans. L'évaluation de la politique de sous-traitance devrait être renforcée et pleinement intégrée dans les processus de l'exploitant (e.g. procédure spécifique, critères de notation/pondération...). Le cas échéant, une révision de la politique de sous-traitance ou la mise en place de mesure de suivi renforcé des sous-traitants pourraient être engagées.</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en place un processus d'évaluation de sa politique de sous-traitance intégrée dans son système de gestion de la sécurité et visant, <i>in fine</i>, à l'amélioration de la prévention des accidents majeurs. Les activités critiques du point de vue de la sécurité doivent être clairement visées, et des exigences renforcées associées mises en place. Ces dernières doivent être maintenues dans le temps.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : SGS - Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que les entreprises sous-traitantes sont bien identifiées par l'exploitant. Cependant, la distinction de celles intervenant sur une MMR n'est pas explicite. Le système de gestion de la sécurité devant être proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs (cf. article L. 515-40 du code de l'environnement), il est attendu que le personnel des entreprises extérieures travaillant sur des tâches sensibles soit identifié comme tel et que des exigences renforcées soient établies et suivies tout au long du processus de sous-traitance.</p> <p>Il convient que l'exploitant améliore l'identification des entreprises sous-traitantes intervenant sur des activités critiques (<i>i.e.</i> intervention sur des MMR) dans le cadre de l'établissement et du suivi des exigences renforcées afférentes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant impose à tout le personnel des entreprises extérieures une formation, notamment en ce qui concerne la sensibilisation aux risques et à la conduite à tenir en cas d'alerte ou d'incident sur son site. Celle-ci s'appuie essentiellement sur la documentation relative au plan de prévention et sur la vidéo de sensibilisation avant l'entrée sur le site. L'inspection note que les sous-traitants peuvent être associés aux exercices POI qui sont réalisés périodiquement. En particulier, les intervenants extérieurs présents sur site participent nécessairement à l'exercice prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

